

Unité départementale du Bas-Rhin

Strasbourg, le 4 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRUNDER

Burgbann
67500 HAGUENAU

Références : 0063/JW/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement GRUNDER implanté Burgbann - 67500 HAGUENAU. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 12/05/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRUNDER
- Burgbann - 67500 HAGUENAU
- Code AIOT dans GUN : 0006700063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non concerné

La carrière de Haguenau est une carrière de sable. Il est extrait par campagnes à la pelle. L'installation comprend également l'accueil de matériaux inertes extérieurs qui sont utilisés pour remblayer la carrière, dans le cadre de la remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- espèces protégées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Convention de gestion	Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1	/	Lettre de suite préfectorale
Mise en oeuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Parcelle de 2,60 ha	Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1	/	
Suivi ornithologique parcelle de 2,60 ha	Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a partiellement déféré à la mise en demeure du 12/05/2020.

Toutefois, concernant la convention de gestion, il a été constaté qu'aucun document opérationnel n'a été établi à la suite de la mise en demeure du 12/05/2020, la demande n'ayant visiblement pas été comprise. En effet, la convention relative à la parcelle de 2,60 ha ne correspond pas à l'attendu pour répondre à l'objectif. L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure pour ce point.

Il a également été constaté une non-conformité relative à la mise en oeuvre des mesures de gestion des milieux pour maintenir des milieux ouverts et semi-ouverts.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Convention de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1

Thème(s) : Autre, Biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté.

Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 :

- La mise en place de nichoirs, dans la plantation de pin sylvestre en partie nord réhabilitée et la mise en place d'une gestion sylvicole favorable aux oiseaux sur des terrains communaux boisés concédés au pétitionnaire et dans la plantation de pin sylvestre en partie nord réhabilitée, seront réalisées avec la participation d'un expert en ornithologie. Autant que possible, les aménagements seront localisés précisément sur le terrain et cartographiés pour pouvoir être suivis dans le temps.

L'entretien et le suivi écologique de ces dispositifs devra se faire dans le cadre d'une convention de gestion entre différents partenaires (ONF, experts naturalistes, Commune de Haguenau, pétitionnaire...).

Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 :

- Une convention sera établie entre la commune de Haguenau, propriétaire des lieux et du massif environnant, l'ONF, la société des sablières Gründer et des experts naturalistes. Cette convention devra non seulement intégrer la mise en place et le suivi des mesures écologiques proposées dans le cadre de la dérogation, mais devra aussi intégrer les mesures préconisées dans l'étude d'impact écologique, pour assurer une gestion globale du site, pendant la phase d'exploitation et lors de la remise en état du site. Cette convention sera établie sur le long terme, au minimum le temps de la durée de l'exploitation et de la remise en état du site et devra permettre :

- d'assurer la pérennisation des mesures préconisées dans le cadre de la présente demande de dérogation et dans le cadre de l'étude d'impact écologique,
- de définir les modalités de prise en charge financière de ces mesures par le pétitionnaire, notamment pour les mesures ne portant pas sur ses propriétés.

Constats :

Le rapport du 04/03/2020 précise que «Une convention a été signée entre la commune de Haguenau et l'exploitant le 05/11/2013. Les mesures prévues dans la décision du 19/12/2011 y sont annexées. Des conventions ont également été signées avec certaines associations naturalistes pour les suivis écologiques. Toutefois, cette convention ne présente pas de caractère opérationnel pour la gestion sylvicole des terrains réhabilités et n'associe pas l'ONF pour la gestion sylvicole. De plus, il n'existe pas de convention de gestion impliquant l'ONF et les experts naturalistes pour la gestion de la parcelle de 2,60 ha en compensation».

L'exploitant a établi une convention avec la ville pour la parcelle de 2,60 ha.

Toutefois, aucun document opérationnel n'a été établi depuis la dernière inspection pour la gestion des terrains. La demande n'a pas été comprise.

L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure.

Observations :

Il convient que l'exploitant établisse un document opérationnel précisant notamment les mesures de gestion, les modalités de mise en œuvre des mesures, les modalités de suivi de l'efficacité des mesures, les modalités de suivi écologique, ainsi que les organismes responsables des diverses tâches.

A cet égard, à titre d'exemple, la «gestion diversifiée» des milieux de la partie réhabilitée dans le but de conserver une mosaïque de milieux boisés, arbustifs, buissonnants, herbacés, de pelouses et sableux nécessite un suivi régulier par un expert pour vérifier l'atteinte des objectifs et adapter les mesures de gestion si nécessaire.

Les prescriptions de la décision du 19/12/2011 relatives au suivi écologique sont peu précises. Toutefois, la gestion des milieux nécessite des suivis réguliers afin de vérifier l'état des populations (fréquence à déterminer avec les experts en charge des suivis) et le cas échéant d'adapter les

mesures. Ces éléments doivent être formalisés dans la convention.

Ce document devra prendre en compte l'ensemble des terrains concernés par les mesures de gestion (ceux situés dans le périmètre et la parcelle compensatoire).

Il devra également prendre en compte les mesures relatives aux espèces exotiques envahissantes.

Il convient que l'exploitant présente ce document dans un délai de deux mois. A défaut, des sanctions administratives pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mise en oeuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1
Thème(s) : Autre, Convention parcelle réhabilitée
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté.</p> <p>Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 :</p> <p>2.1 : [...] mettre en place une gestion diversifiée des milieux herbacés et de pelouses, de milieux sableux, buissonnants et arbustifs se trouvant dans la partie remblayée, afin de maintenir l'Alouette lulu, l'Engoulevent d'Europe, la Pie-grièche écorcheur et de favoriser leur nidification.</p> <p>2.5 : il existe actuellement dans la sablière une mosaïque de milieux (forêt jeune et âgée, milieux sableux, milieux ouverts et arbustifs, pelouses, mare, buttes de terre, amas de pierre et autres gravats...) qui sont des zones attractives pour de nombreuses espèces. Il serait intéressant de pouvoir conserver cette diversité dans le cadre de la remise en état et de la future gestion du site. Ceci nécessite un entretien régulier de certaines zones de pelouses ou milieux semi-ouverts, afin d'éviter une totale recolonisation forestière, ainsi qu'une gestion sylvicole favorable aux oiseaux, sur d'autres parties déjà boisées. L'objectif étant de maintenir à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des milieux boisés avec une gestion favorable aux oiseaux forestiers, aux coléoptères, à l'orvet ; des milieux ouverts, semi-ouverts, buissonnants pour les autres oiseaux, les insectes (papillons et orthoptères) ; <p>[...]</p> <p>Tableau des mesures de compensation :</p> <p>oiseaux : espèces des milieux semi-ouverts et des milieux ouverts : zone remblayée : conserver une mosaïque de milieux boisés, arbustifs, buissonnants, herbacés, de pelouses et sableux : recépage, broyage, entretien des milieux ouverts et arbustifs ;</p> <p>Tableau synthèse des mesures (tableau "mesures de compensation en faveur des milieux") :</p> <p>tous : partie remblayée actuelle puis tout le site lors de la remise en état définitive : conserver la mosaïque de milieux humides, sableux, ouverts, semi-ouverts et boisés : entretien des milieux ;</p> <p>partie de la plantation de pin sylvestre ; partie nord-est de la zone remblayée : gestion favorable aux oiseaux forestiers : sylviculture favorable à l'avifaune ;</p> <p>friche à solidage : partie centrale ouest de la zone remblayée : lutte contre les plantes invasives : broyage de la zone tous les ans avant fructification.</p> <p>Constats : La partie nord, occupée par une plantation de Pin sylvestre, est laissée en vieillissement conformément à la prescription.</p> <p>Il a été indiqué qu'une fauche du Solidage est réalisée avant floraison dans une partie de la zone remblayée. Toutefois, le Solidage s'est développé et la fauche ne correspond à l'ensemble de la zone concernée.</p> <p>Concernant la gestion des milieux ouverts et semi-ouverts, il a été indiqué qu'aucune gestion n'est réalisée. Il a été constaté que les milieux tendent à se refermer. Ce constat est confirmé par comparaison des photos aériennes, notamment pour ce qui concerne la zone centrale (https://remonterletemps.ign.fr).</p> <p>Observations : Concernant la gestion des milieux, il convient que des mesures soient mises en œuvre avec l'appui d'un expert. Dans la mesure du possible, elles devront être réalisées avant le début du printemps 2022, sous réserve de l'absence de contre-indications liées aux espèces protégées.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Nom du point de contrôle : Parcelle de 2,60 ha

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté. Article 3 de la décision du 19/12/2011 : une gestion favorable à l'avifaune sera mise en œuvre sur une parcelle d'environ 2,60 ha en périphérie de la sablière. Annexe 1 de la décision du 19 décembre 2011 (p8/10) : « Mettre en place une gestion favorable à l'avifaune (laisser vieillir les peuplements) sur environ 2,60 ha, en périphérie de la sablière, sur des terrains appartenant à la commune de Haguenau. Cette proposition comprend le classement de cette parcelle en zone N dans le PLU et la mise en place d'une gestion dont la vocation sylvicole sera affichée en faveur des espèces d'oiseaux [...].
Constats : Il avait été constaté, au cours de la visite du 20/02/2020, qu'il n'existait pas de convention de gestion pour la parcelle de 2,60 ha et qu'il n'y avait pas de gestion assurée. Une convention a été établie entre la ville de Haguenau et l'exploitant pour la gestion de la parcelle LM94. La ville s'engage à laisser vieillir les peuplements sur la parcelle. Un suivi ornithologique a été réalisé en 2021. Il a permis de définir les mesures de gestion à mettre en œuvre. L'exploitant a déféré à la mise en demeure.
Observations : Il conviendra que l'exploitant mette en œuvre les mesures préconisées par la LPO pour la gestion de cette parcelle.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi ornithologique parcelle de 2,60 ha

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté. Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 : Faire un suivi ornithologique des nouveaux terrains boisés proposés en mesures compensatoires par le pétitionnaire, sur lesquels une gestion favorable à l'avifaune sera mise en place (parcelle de 2,60 ha en terrain communal et plantation de pins sylvestre en partie réhabilitée).
Constats : Il a été constaté, au cours de l'inspection du 20/02/2020, qu'aucun suivi ornithologique n'a été réalisé dans la parcelle compensatoire. L'exploitant a présenté le rapport de suivi établi par la LPO pour l'année 2021 pour la parcelle forestière compensatoire. L'exploitant a déféré à la mise en demeure.
Observations : Le rapport de la LPO préconise des mesures de gestion et notamment la coupe sanitaire du Cerisier tardif présent sur la parcelle à l'automne. Il conviendra de mettre en œuvre ces mesures en 2022. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite